



Perspectives chinoises

2007/2 | 2007

Hong Kong, dix ans après la rétrocession

Travailleurs et syndicats, hier et aujourd'hui

Shek Hong Ng et Olivia Ip



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2823>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2007

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Shek Hong Ng et Olivia Ip, « Travailleurs et syndicats, hier et aujourd'hui », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/2 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2008, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2823>

Travailleurs et syndicats, hier et aujourd'hui

NG SEK HONG ET OLIVIA IP

Cet article propose de dresser un portrait de l'évolution de la classe ouvrière à Hong Kong en posant l'hypothèse de son embourgeoisement puis de sa précarisation à partir du milieu des années 1990. La croissance économique dont a bénéficié la ville dans les années 1980 et au début des années 1990 a nourri l'optimisme de ses habitants qui vivaient alors, semble-t-il, une convergence des niveaux de vie et de consommation de la classe ouvrière et de la classe moyenne par un phénomène d'embourgeoisement. Cependant, au tournant du XXI^e siècle, la thèse de l'embourgeoisement est remise en question par l'avènement de la mondialisation et les vagues de récession successives qui ont affecté Hong Kong. Les cycles économiques et la globalisation ont conduit à des restructurations, des licenciements et d'autres mesures d'austérité pour économiser sur la main-d'œuvre. De nouveaux types de contrats de travail plus flexibles, le recours à la sous-traitance, sont également venus modifier la situation de la classe ouvrière. Les mesures d'austérité ont eu pour résultat une précarisation du marché du travail et la diminution des revenus d'un nombre croissant d'ouvriers. Ce phénomène a conduit à l'émergence d'un nouveau prolétariat industriel dans un Hong Kong postindustriel. Les membres de cette classe ouvrière, très éclectique, ne travaillent pas uniquement dans les services, comme cela est traditionnellement le cas. En raison de cette diversité, les chances de voir émerger une classe ouvrière solidaire sont minces et les syndicats semblent condamnés à ne jouer qu'un rôle limité dans la protection et l'amélioration du statut de la classe ouvrière. L'impasse dans laquelle se trouvent les négociations en cours pour établir un salaire minimum et des horaires de travail réglementés avec le Gouvernement de Hong Kong illustrent bien cette faiblesse. La première partie de cet article rappelle quelques fondements théoriques concernant les composantes de la classe ouvrière. La deuxième partie tente d'éclaircir le phénomène d'embourgeoisement vécu par la classe ouvrière depuis la Deuxième Guerre mondiale. Enfin, la troisième traite de la diversification et de la paupérisation croissantes que connaît la classe ouvrière hongkongaise depuis son entrée dans l'ère postindustrielle

et qui coïncide plus ou moins avec la rétrocession du territoire hongkongais à la Chine en 1997.

La classe ouvrière : une composition en mutation

Il est banal d'assimiler les ouvriers manuels (les cols bleus) occupant la base de la pyramide sociale aux membres de la classe ouvrière. Une telle classification correspond au clivage identifié entre ouvriers à la chaîne, ouvriers agricoles du secteur primaire, ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés de l'industrie, ouvriers qualifiés ou techniciens peu qualifiés et chefs de chantier ou de chaîne d'un côté, et employés de services, techniciens hautement qualifiés, professions libérales, administrateurs, fonctionnaires et directeurs, de l'autre⁽¹⁾. En résumé, on invoque souvent la dichotomie entre le manuel et le non manuel, ou entre celui qui travaille à l'usine (col bleu) et celui qui travaille au bureau (col blanc), pour identifier les premiers comme appartenant à « la classe ouvrière ». On considère ainsi que la classe ouvrière se compose de ceux qui vendent leur main-d'œuvre, par opposition à ceux qui fournissent des services⁽²⁾.

Comme l'illustre Goldthorpe :

Un contrat de travail induit un échange, à relativement court terme, d'une rémunération contre un effort fourni. Les employés fournissent une quantité de travail plus ou moins importante sous la supervision d'un employeur ou d'un délégué de l'employeur en échange de salaires calculés sur la base d'un « produit » ou de « temps ». Par opposition, une relation de service implique un investissement à plus long terme et un échange plus diffus dans lequel

1. Erikson, R. et Goldthorpe, J. H., *The Constant Flux*, Oxford, Oxford University Press, Clarendon paperbacks, 1993. Aussi cité in Oesch, Daniel, *Redrawing the Class Map: Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2006.
2. Erikson, R. et Goldthorpe, J. H., *The Constant Flux*, op. cit.

l'employé rend service à l'organisation qui l'emploie pour une rémunération qui revêt non seulement une forme compensatoire pour le travail accompli, à travers un salaire et des avantages annexes, mais aussi un potentiel de perspectives importantes⁽³⁾.

Cependant, et malgré la position incontestable de l'ouvrier manuel à l'avant-garde de la classe ouvrière, il est évident que les situations ont évolué. Alors que les sociétés modernes se font toujours plus urbaines et basculent tour à tour dans l'ère postindustrielle, la pénétration croissante des industries du secteur tertiaire et la désintégration du secteur industriel ont modifié la composition de la classe ouvrière qui s'est diversifiée et pluralisée. Ainsi que Meikins le déplore, « l'émergence du capitalisme mondial qui accroît la mobilité du capital, le glissement vers la production "flexible", les mutations technologiques, et une série d'autres nouveautés, a transformé les conditions de travail et stimulé le développement d'une variété de "nouvelles" relations de travail⁽⁴⁾. » Dès lors, la vision marxiste est confrontée à la problématique de la définition jadis orthodoxe selon laquelle le prolétariat se limite aux « ouvriers manuels de l'industrie dans les sociétés du XIXe siècle ». Une telle définition nécessite une mise à jour afin d'être utilisable dans « la situation actuelle dans laquelle la main-d'œuvre de l'industrie traditionnelle décline fortement au profit d'employés du tertiaire, de travailleurs de service aux commerciaux, et de travailleurs à temps partiel et occasionnels⁽⁵⁾ ». En raison de cette redistribution sectorielle de l'emploi où le secondaire se vide au profit du tertiaire dans nos sociétés postindustrielles, le secteur des services voit proliférer en son sein les emplois de très bas niveau et encore moins qualifiés qui participent à former la base de la pyramide professionnelle. Pour exemples, on citera les employés de magasins, les serveurs et les employés de la restauration, ceux des transports, les agents de sécurité et même les employés de bureau dont les métiers sont de plus en plus routiniers et ne demandent aucune qualification. Ces glissements dans la structure des postes vont de pair avec la re-précarisation du marché de l'emploi — qui a débouché sur la prolifération de pratiques nombreuses et variées d'embauches flexibles —, ainsi que l'accroissement du nombre d'emplois atypiques. Ces derniers peuvent prendre la forme de postes à temps partiel, d'embauches temporaires et de contrats à durée déterminée dans le cadre aussi bien de tractations pour des contingents de travailleurs que de sous-traitance à des agences externes ou d'autres formes encore. Ces travailleurs qui ne répondent à aucune norme d'emploi existante et se situent en dehors des réglementations en place,

sont particulièrement mal payés et n'ont aucune sécurité d'emploi. Sans cesse ballottés, ils sont généralement prisonniers du secteur secondaire⁽⁶⁾. Il convient d'ajouter à ce réservoir de travailleurs marginaux et défavorisés un mélange composite de travailleurs étrangers, de saisonniers, d'immigrés, sans oublier les femmes et les nouveaux immigrants (les minorités ethniques, par exemple) qui font leur apparition sur le marché de l'emploi.

À l'évidence, il faut reconnaître qu'aussi complexe qu'elle soit, cette constellation de travailleurs peu qualifiés, peu rémunérés, et sans statut, issus de la segmentation de la force ouvrière des sociétés postindustrielles et formés « d'un noyau permanent et d'une périphérie temporaire⁽⁷⁾ » est bien constitutive de la classe ouvrière moderne. Le nouveau paradigme du travail et de l'emploi dans les sociétés postindustrielles justifie ainsi que l'on ait redéfini la composition de la classe ouvrière et ses frontières afin d'en refléter la diversité actuelle et la nature pluraliste, ainsi qu'en conviennent les marxistes :

Considérant ces faits et formulations, les travailleurs de l'industrie actuelle, travailleurs qualifiés du secteur des services, commerciaux des sociétés commerciales et des institutions financières telles que banques et assurances, employés de bureaux, et employés subalternes au service du capitalisme dans les secteurs publics formidablement étendus, travailleurs isolés et individuels ; tous font naturellement partie de la catégorie des salariés, et les salariés de l'industrie constituent le noyau de la classe prolétarienne⁽⁸⁾.

Le travailleur aisé et l'embourgeoisement ?

Malgré l'âge d'or du mouvement ouvrier sino-hongkongais dans les années 1920, mouvement alors soutenu par une

3. Goldthorpe, J. H., « The "Goldthorpe" Class Schema: Some Observations on Conceptual and Operational Issues in Relation to the ESRC Review of Governmental Social Stratifications », in D. Rose et K. O'Reilly (éd.), *Constructing Class: Towards a New Social Classification for the U.K.*, Londres, Office for National Statistics, 1997, p. 40-48.
4. Meikins, Peter, « "Same As It Ever Was"? The Structure of The Working Class », in Ellen Meikins et al., (éd.), *Rising From the Ashes? Labor in the Ages of « Global » Capitalism*, New York, Monthly Review Press, 1998, p. 28-40.
5. Sen, Sukomal, « Communist Manifesto and the Modern Working Class: What Revolutionary Potentials? », *The Marxist*, vol. 14, n° 4, octobre-décembre, 1998, p. 1-20.
6. Meikins, Peter, « "Same As It Ever Was"? The Structure of The Working Class », *op.cit.*, p. 28-40.
7. *Ibid.*, p. 32
8. Sen, Sukomal, « Communist Manifesto and the Modern Working Class: What Revolutionary Potentials? », *op.cit.*

Tableau 1. Variations de l'indice des salaires réels dans l'industrie des produits manufacturés (juin 1980=100)

Année	Indice
1982	113,1
1983	116,3
1984	123,0
1985	133,6
1986	147,2
1987	148,8
1988	161,4
1989	170,0
1990	167,3
1991	173,1
1992	196,9

Sources: Census and Statistics Department, Hong Kong Government, *Annual Digest of Statistics*, diverses années, cité in Edward Chen, "The Economic Setting", in Ng Sek Hong and David G. Lethbridge (eds.), *The Business Environment in Hong Kong*, 3ème édition, Hong Kong, Oxford University Press, 1998, Tableau 1.1 (a), p. 17.

classe ouvrière solidaire comme l'ont montré certains épisodes de conflits dans l'industrie et d'agitation populaire⁽⁹⁾, d'aucuns évoquent la nature fluctuante de la population dudit mouvement pour expliquer l'absence de conscience de classe et de mouvement ouvriers dans le Hong Kong de l'après-guerre. Hong Kong fut en effet cette société migrante inondée par une population de réfugiés en quête d'une terre d'accueil pour fuir les soulèvements sociopolitiques du continent. À la faveur des débuts de l'industrialisation dans les années 1950, une conscience de classe contestataire aurait pu germer dans l'esprit de ces ouvriers d'usine exploités et travaillant dans des conditions indignes. Mais la mentalité des réfugiés qui se généralisa dans tous les milieux en décida autrement et rendit dociles jusqu'aux syndicats. Plus tard, dans les années 1980, quand l'économie et l'industrie de Hong Kong commencèrent à se complexifier, l'ouvrier accéda à une certaine aisance économique. En l'espace de quelques décennies d'industrialisation, Hong Kong connut une croissance économique pratiquement ininterrompue qui devint particulièrement manifeste dans les années 1980. Par exemple, le taux de croissance annuel dans la dé-

Tableau 1a. Variations des indices de salaires par secteur économique (septembre 1987 à septembre 1991)

Secteur économique	Variation en % de l'indice des salaires nominaux	Variation en % de l'indice des salaires réels
Produits manufacturés	51	3
Transports	69	15
Services aux entreprises	80	23
Service aux particuliers	75	20
Ventes en gros, ventes au détail, import-export, restauration, hôtellerie	57	7

Note : année de référence : mars 1982 ; incluant ouvriers manuels et non manuels, mais pas les ouvriers qualifiés et les gestionnaires.

Source : Ministère du travail, gouvernement de Hong Kong, *Labour and Employment in Hong Kong*, Hong Kong: cyclostyled, juillet 1992, figure 9, p.12. Cité dans David G. Lethbridge et Ng Sek Hong, "Labour and Employment", in Ng Sek Hong et David G. Lethbridge (éd.), *The Business Environment in Hong Kong*, 3ème édition avec un post-scriptum sur la RAS de Hong Kong, Tableau 3.5, p. 74.

cennie comprise entre 1981 et 1991 fut de 4,5 %. Et Hong Kong apparut comme l'une des économies nouvellement industrialisées les plus prospères d'Asie du Sud-Est. Son produit intérieur brut (PIB) augmenta de 5,5 % en 1993. Si l'on prend mars 1982 comme base de calcul, l'indice officiel des salaires passa de 120,4 en 1984 à 136 en 1986, à 210 en 1990, et à 233 en 1991 cependant que l'indice des salaires réels passait de 87,2 en 1984 à 104 en 1986, à 115 en 1990, puis à 114 en 1990⁽¹⁰⁾. Ces années là, le niveau des salaires de l'industrie augmenta également, mais toutefois dans une moindre mesure que dans le secteur tertiaire plus durement touché par la pénurie de main-d'œuvre. Le tableau 1 montre l'évolution ascendante des salaires de l'industrie manufacturière durant la période des années 1980, et le tableau 1a propose un profil comparatif des mouvements de salaires réels à travers les principaux secteurs de l'économie entre la fin des années 1980 et le début des années 1990.

9. Notamment la grève des marins en 1922 et la grève puis le boycott généralisés de Hong Kong et Canton en 1925-26.

10. Census and Statistics Department, Hong Kong Government, *Hong Kong in Figures*, Hong Kong, Census and Statistics Department, édition de 1985 et édition de 1992.

Depuis les années 1980, les salaires des cols blancs semblent converger de façon lente mais régulière. Ainsi que le montre l'étude réalisée par Turner et ses associés, les différentiels de salaire sont passés de deux tiers en 1976 à moins de un cinquième en 1985⁽¹¹⁾. Néanmoins, durant la même période, on a également assisté à la croissance erratique du coefficient de Gini, celui-ci passant de 0,43 au milieu des années 1970 à 0,46 au milieu des années 1980⁽¹²⁾ avant de tomber à 0,455 en 1986 date à laquelle il reprit un mouvement ascendant pour atteindre 0,48 au début des années 1990⁽¹³⁾. Ces évolutions témoignent de la persistance, si ce n'est de l'aggravation, des inégalités salariales à Hong Kong.

Bien que Hong Kong soit resté une société inégalitaire au regard de la distribution des salaires et des richesses, une nette amélioration dans les prestations matérielles et le niveau de vie (et, par extension, la qualité des conditions de travail) des ouvriers de l'industrie put être observée dans les années 1980 et 1990. Elle est liée à une augmentation des salaires et des niveaux de revenus que l'amélioration de la productivité (du fait d'ouvriers mieux qualifiés et d'investissements dans des usines et de nouvelles machines)⁽¹⁴⁾ ne suffit pas à expliquer, la pénurie de main-d'œuvre alors rampante y ayant aussi grandement contribué. Le vieillissement de la population hongkongaise a ralenti le rythme de la croissance démographique naturelle de la ville. Ce ralentissement, combiné au contrôle draconien qu'exercent les autorités frontalières hongkongaises et chinoises afin de contrer l'immigration clandestine, a débouché sur un fort affaiblissement de la croissance interne de la main-d'œuvre. Or, en raison du dynamisme économique de la ville (notamment dans l'exportation), la demande de main-d'œuvre de la part du secteur industriel puis, plus tard, du secteur tertiaire, était forte. La pénurie de main-d'œuvre entraîna non seulement une hausse de niveau des salaires mais aussi une surenchère de demandes de main-d'œuvre qualifiée. Elle conduisit également à une restructuration de l'économie hongkongaise qui délocalisa peu à peu ses industries dans les régions bon marché du sud de la Chine.

En dehors des salaires, d'autres facteurs ont contribué à l'amélioration de la situation financière des travailleurs de Hong Kong. Tout d'abord, « le revenu social » mis en place par le Gouvernement et qui prit la forme de logements sociaux, de soins médicaux et de frais hospitaliers minimes voire nuls, d'une scolarité obligatoire d'au moins dix ans et d'un système d'éducation universitaire élargi et accessible à tous, contribua à améliorer les chances de réussite des enfants issus de la classe ouvrière. La possibilité d'acheter des

produits de consommation courante et des produits frais à bas prix provenant du continent constitua une autre source d'économie substantielle pour les ménages. Deuxièmement, le style de vie et les habitudes de consommation des cols bleus et de leurs familles se rapprochaient de plus en plus de ceux des cols blancs. Cela est particulièrement bien illustré par la chaîne de grands magasins *China Product Emporium Stores* qui, à l'époque, vendait des produits de première nécessité et de consommation courante aux masses populaires⁽¹⁵⁾. Ces magasins établirent des points de vente dans des quartiers à forte densité démographique « pour en permettre l'accès aux gens de la base ». Ils étaient aussi un formidable supermarché pour les consommateurs de la classe ouvrière qui s'y procuraient toutes sortes de marchandises bon marché en gros pour les rapporter à leurs parents sur le continent⁽¹⁶⁾. C'est ainsi que l'augmentation des revenus de la base rendit possible l'amélioration de sa qualité de vie. Les classes laborieuses adoptèrent un style de vie davantage axé sur la consommation et oublièrent l'éthique austère qu'avaient faite leur les réfugiés démunis des années 1950 et 1960⁽¹⁷⁾. Elles se mirent par ailleurs à fréquenter les grands magasins pour l'achat de produits à la mode. Troisièmement, la société hongkongaise devint de plus en plus propice à la mobilité sociale : l'ascenseur social se mit à fonctionner aussi bien au sein qu'entre les générations, et les exemples de *self made men* à l'esprit d'entreprise partis de rien proliférèrent. Le capital de départ de ces derniers se résumait souvent à de petites économies réalisées graduellement grâce aux loyers bon marché, aux logements sociaux et à la nourriture et aux produits frais à bas prix venant du continent⁽¹⁸⁾. Comme le montre une étude menée en 1985 par Turner et

11. Turner, H. A. et al., *Between Two Societies: Hong Kong Labour in Transition*, Hong Kong, Centre of Asian Studies, University of Hong Kong, 1991.

12. *Ibid.*, p. 17.

13. Voir Lethbridge David G. et Ng, Sek Hong, « Labour and Employment », in Ng Sek Hong et Lethbridge, David G. (éd.), *The Business Environment in Hong Kong*, 3ème édition intégrant un post-scriptum post-récession consacré à la Région Administrative Spéciale de Hong Kong, Hong Kong, Oxford University Press, 1998, p. 64-88. Ces chiffres furent mentionnés par la secrétaire aux Affaires économiques (Gouvernement de Hong Kong), Mme Anson Chan, lors d'une allocution donnée devant le Conseil législatif en 1992. Se référer au reportage du *South China Morning Post*, 27 février 1992.

14. Lethbridge, David G. et Ng, Sek Hong, *The Business Environment in Hong Kong*, op.cit.

15. Ng Sek Hong et Poon, Carolyn Y. W., *Business Restructuring in Hong Kong: Strengths and Limits of Post-Industrial Capitalism*, Hong Kong, Oxford University Press, 2004.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*, p. 137.

18. Selon les observations de Turner et de ses associés : « Les travailleurs ne songent pas à une progression en terme collectif car ils sont généralement ambitieux à titre individuel et pensent réussite personnelle. Nombre d'entre eux espèrent un avancement hiérarchique dans le sens de devenir créateurs d'entreprises indépendants... », voir Turner et al., *The Last Colony: But Whose?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, p. 13.

ses associés, la proportion de Hongkongais exprimant le désir de se lancer dans une entreprise individuelle avait largement augmenté par rapport à la décennie précédente, si l'on s'en tient aux chiffres exposés dans une étude comparable réalisée dix ans plus tôt⁽¹⁹⁾. Une part importante de la population ouvrière (88 %) exprimait le souhait de voir sa postérité s'élever dans l'échelle sociale, et pratiquement tous les ouvriers interrogés étaient prêts à aider financièrement leurs enfants pour l'obtention d'un diplôme universitaire ou d'une qualification professionnelle⁽²⁰⁾. Enfin, l'on assista à un phénomène massif d'octroi de postes fixes au personnel temporaire dans les emplois peu qualifiés et le travail à domicile⁽²¹⁾, à une amélioration des normes de qualification et de productivité des employés peu qualifiés, et à l'allongement de la période de travail rémunérée. Tout cela instaura une plus grande stabilité, et accrut la fidélité et le sentiment de sécurité des travailleurs vis-à-vis de leur entreprise⁽²²⁾ alors que les écarts de salaires entre les ouvriers manuels et les employés de bureaux tendaient à se réduire⁽²³⁾.

Le cheminement de la classe ouvrière vers la classe moyenne (aussi appelée « classe centrale ») semble attesté par son mieux-être financier et l'élévation de son statut, de ses aspirations et de son style de vie en général. Ces dernières évolutions accréditent, en apparence, la thèse de l'embourgeoisement de la classe ouvrière, thèse qui postule la disparition de toute conscience de classe et de tout esprit de solidarité en résultat de l'absorption progressive des cols bleus par la classe moyenne⁽²⁴⁾.

Cependant, la thèse de l'embourgeoisement est remise en question à l'aube du nouveau millénaire avec l'avènement de la mondialisation et les vagues successives de récession.

Réémergence d'une classe ouvrière appauvrie et diversifiée dans une société postindustrielle ?

Depuis le début des années 1990, la main-d'œuvre hongkongaise souffre des licenciements économiques et du chômage rampant. Cette situation difficile trouve son origine dans les délocalisations de nombreuses entreprises locales parties s'installer au nord de la frontière, là où la main-d'œuvre et les terrains sont bon marché. Ces migrations massives d'usines de production hongkongaises, entraînées dans la spirale infernale de pénuries de terrains de construction et de main-d'œuvre, et devant par ailleurs faire face à des coûts de production en constante hausse, ont sonné le glas du secteur des produits manufacturés à Hong Kong. Ce processus

de désindustrialisation amorcé au milieu des années 1980, a considérablement réduit la part (en termes relatif et absolu) de l'emploi industriel hongkongais – bastion traditionnel de la classe ouvrière – dans l'emploi total de la ville. À la même période, c'est-à-dire les années 1990, Hong Kong redécouvrit son rôle de plateforme commerciale et accorda une attention renouvelée à son centre financier et d'affaires. La ville tenta de se distinguer de ses concurrents par des prestations de service à forte valeur ajoutée en accordant une place importante à la technologie, au matériel moderne et à la qualité des ressources humaines. Hong Kong élargit et diversifia son secteur tertiaire vers le développement immobilier, la vente au détail, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration et les services liés au tourisme, et en fit autant dans des secteurs nouveaux tels que la manutention et le camionnage de conteneurs dans les ports, le transport par cargo, les services bancaires et financiers, les télécommunications. De cette diversité naquit une variété d'emplois qualifiés, de management et de services, certains déjà existants, d'autres nouveaux, qui proliférèrent.

La délocalisation de l'industrie de produits manufacturés a inévitablement réduit des milliers d'ouvriers au chômage. Pour la plupart artisans et ouvriers peu qualifiés en milieu de vie, ces nouveaux chômeurs jadis confortablement établis ont rencontré des difficultés souvent insurmontables pour se convertir à d'autres branches. Le Gouvernement mit en place des formations visant à les aider dans leur reconversion, voyant là le remède idoïne aux maux qui les frappaient, mais la contrainte de l'âge en empêcha plus d'un de se former et de se requalifier. Devenus « inemployables », ils sont venus grossir les rangs de l'« armée industrielle de réserve » ou été contraints de changer de statut pour effectuer des « petits métiers » dans les secteurs périphériques aux services, tels qu'agents de sécurité, éboueurs ou pompistes dans les stations-service.

Rétrospectivement, on s'aperçoit que le chômage a touché Hong Kong pendant plus de dix ans depuis le début des années 1990, de façon particulièrement violente durant les

19. Turner, H. A. *et al*, *Between Two Societies: Hong Kong Labour in Transition*, *op. cit.*

20. *Ibid.*, p. 132.

21. La dé-précarisation sur le marché de l'emploi est une réalité consécutive au déclin du nombre de travailleurs embauchés temporairement ou de façon ponctuelle (*saan kung* ou *cheung saan kung*) au profit de travailleurs sous contrat à durée indéterminée (*cheung kung*).

22. *Ibid.*, p. 27.

23. *Ibid.*, p. 31-32.

24. Goldthorpe, J. H. *et al.*, *The Affluent Worker: Industrial Attitudes and Behaviour*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968.

cycles de récession qu'a connu l'économie de la RAS peu après l'avènement de cette dernière. Ces problèmes de chômage et de licenciements qui ont rongé l'emploi et la société hongkongaise sont dus en partie aux vicissitudes de l'économie, mise en péril durant les périodes de crise, et en partie à la restructuration de l'économie. Celle-ci a en effet provoqué des déséquilibres structurels de l'emploi sur un marché du travail déjà marqué par la surcharge de main-d'œuvre dans les industries en déclin. En fait, les vagues de difficultés économiques ont touché Hong Kong à trois reprises durant les neuf années qui ont suivi l'inauguration de la RAS, époque durant laquelle se sont multipliés les dépôts de bilan et les restructurations (qui ont engendré des dégraissages et des suppressions de postes) visant à préserver la compétitivité d'entreprises ou à assurer leur survie. La première vague remonte à 1997, date de la crise financière et monétaire de l'Est asiatique. La deuxième est issue de la récession mondiale partie des États-Unis avec le début de l'effondrement de la « nouvelle économie » (l'euphorie des nouvelles technologies cybernétiques) et les événements du 11 septembre 2001. La troisième est intervenue en conséquence de l'épidémie de SRAS en 2003. Consécutivement à ces crises, le chômage s'intensifia et grimpa en flèche. À son plus haut niveau, il affecta et entrava presque tous les secteurs de l'économie. Les plus touchés furent l'industrie de produits manufacturés et les services, y compris la distribution des produits de détail et de gros, la restauration, les chantiers et la construction, les agences immobilières, les transports et la finance. Il faut ajouter à cela que les « restrictions et (les) licenciements se répandirent (de façon latente jusque dans les) couches supérieures de la hiérarchie⁽²⁵⁾ », comme en atteste l'augmentation du taux de chômage parmi l'élite. Administrateurs, dirigeants et cadres qualifiés aux plus hauts échelons furent touchés. Le chômage ne se cantonnait alors plus aux strates les plus basses de l'échelle sociale, et les cols blancs comme les employés du tertiaire déclassés rejoignirent les ouvriers marginalisés par la désindustrialisation au sein de « l'armée industrielle de réserve ».

Il n'en demeure pas moins que les travailleurs de la base restaient les plus vulnérables et les plus exposés aux retombées du chômage, dans les services comme dans les secteurs de production. Dans un environnement soumis à une spirale déflationniste constante, le « surplus de main-d'œuvre » produisit des effets néfastes sur le marché de l'emploi et sur l'économie en général et devint problématique pour un large éventail d'industries. Le marasme et les perspectives pessimistes incitèrent les sociétés à consolider leurs activités et réduire leurs effectifs, voire à réviser les salaires à la baisse. Il s'ensuivit une diminution des revenus et du pouvoir d'achat qui

entretint la récession affectant les industries de consommation comme la restauration, les loisirs, voire l'immobilier.

La classe ouvrière moderne issue d'une Hong Kong postindustrielle est désormais visible : ses membres sont ouvertement défavorisés, appauvris et prolétarisés. Leur réapparition est dans une large mesure le résultat conjugué des cycles de récession et de la mondialisation. La concurrence mondiale et la philosophie élitiste de l'excellence individuelle au détriment des moins capables et des moins compétents ont creusé l'écart des richesses et des revenus. Désormais, il y a ceux qui ont « tout » et ceux qui n'ont « rien », les « aptes » et les « inaptes ». L'accroissement des inégalités dans la distribution des revenus au sein de la société hongkongaise a été constante depuis les années 1990. Entre 1991 et 1996, par exemple, le coefficient de Gini est passé de 0,476 à 0,518 et il a ensuite continué sa progression pour atteindre 0,525 en 2001⁽²⁶⁾ (voir les tableaux 2 et 3). Autrefois, les ouvriers de l'industrie en milieu de carrière obligés de quitter leurs unités de production, les nouveaux émigrés économiques — et économiquement vulnérables — venant du continent, et l'armada grandissante des travailleurs émigrés, auraient pu former une sous-classe urbaine regroupant les défavorisés de l'industrie. Mais, souvent isolés et solitaires, marginaux et inarticulés, ces travailleurs manquent à la fois de conscience et de capacité à s'organiser en syndicats pour représenter leurs intérêts de façon collective. Leur position délicate en fait un nouveau prolétariat industriel, coincé dans les couches du secteur secondaire du marché du travail hongkongais⁽²⁷⁾ et « toujours plus marginalisé » en raison de « sa vulnérabilité sur le marché de l'emploi » et de son incapacité à s'organiser collectivement pour défendre ses intérêts⁽²⁸⁾.

Sont ensuite venus compléter la composition hybride de cette classe ouvrière moderne les travailleurs se situant à la périphérie du marché de l'emploi en raison tout d'abord de la re-précarisation du marché du travail, ensuite du chômage issu des vagues de récession postérieures à 1997 et, enfin, des conditions d'exploitation dues aux heures de travail à rallonge et aux salaires excessivement bas dans un certain nombre d'emplois de services.

Un marché de l'emploi temporaire a refait surface. Il découle largement de la généralisation des pratiques d'embauches

25. Economic Analysis Division, Financial Services Bureau, Hong Kong SAR Government, *2001 Economic Background*, Hong Kong, Government Printing Department, 2002.

26. Census and Statistics Department, Hong Kong SAR Government, *Key Statistics of the 2001 Population Census*, Hong Kong, Census and Statistics Department, 2001.

27. Ng Sek Hong, « Labour and Employment », in Joseph Y. S. Cheng et Sonny S. H. Lo (éd.), *From Colony to SAR: Hong Kong's Challenges Ahead*, Hong Kong, 1995, p. 197-225.

28. *Ibid.*, p. 203-4, 220.

Tableau 2. Coefficient de Gini de Hong Kong

	1981	1986	1991	1996	2001
Coefficient de Gini	0,451	0,453	0,476	0,518	0,525

Source: Census and Statistics Department (1992) et (2002).

Tableau 3. Coefficients de Gini de territoires et de pays développés

Pays	Coefficient de Gini	Année
Hong Kong, Chine	0,525	2001
Australie	0,352	1994
Canada	0,331	1998
France	0,327	1995
Allemagne	0,283	2000
Japon	0,249	1993
Corée du sud	0,316	1998
Singapour	0,425	1998
Suède	0,250	2000
Taiwan	0,326	2000
Royaume Uni	0,360	1999
Etats-Unis	0,408	2000

Source : Banque mondiale (2004), Census and Statistics Department (2002) et Distribution of income in Taiwan.

flexibles que le secteur des ressources humaines tend à considérer comme nécessaires à l'accroissement des capacités d'adaptation et à la compétitivité des entreprises. Bien qu'elles permettent de réaliser des économies sur les frais généraux du travail, ces pratiques contribuent aussi à marginaliser et à acculer les travailleurs non réguliers aux « emplois atypiques ». Sont concernés les travailleurs à temps partiel, les embauches temporaires, les saisonniers sous contrats de courte durée, ainsi que les anciens salariés ayant conclu un accord d'*outsourcing* avec leur ancienne entreprise⁽²⁹⁾. Peu rémunérés, tous ces travailleurs entrent dans la catégorie type des maigres revenus sans sécurité d'emploi et de revenus, et échappant à toute protection sociale (notamment à l'*Employment Ordinance* qui assure un minimum de droits et de sécurité du travail aux em-

ployés engagés sous contrats à durée indéterminée). Les syndicats hongkongais ont d'ailleurs bien du mal à organiser ce domaine spécifique, principalement pour trois raisons : la majorité des travailleurs périphériques n'a aucune notion ni conscience du syndicalisme ; ces travailleurs sont dispersés et mobiles et donc dépourvus de toute attache géographique fixe ; et ils ne pèsent rien sur le marché de l'emploi en raison de leur absence de qualifications, d'où leur impuissance à pouvoir négocier efficacement avec leurs employeurs⁽³⁰⁾.

Cette docilité dont a fait preuve la sous-classe urbaine a persisté et s'est même accentuée dans la RAS avec l'aggravation de la situation du marché de l'emploi, toujours plus saturé en raison des dépôts de bilan et des réductions d'effectifs des entreprises. Comme on l'a vu précédemment, les salariés de haut rang sont, eux aussi, maintenant susceptibles de se retrouver au chômage : parmi les employés affectés (et affligés), l'on trouve des managers, des cadres, des commerciaux, des employés de bureau, aussi bien que d'autres cols blancs, cols gris (les techniciens) et cols-bleus.

L'une des caractéristiques principales de la classe ouvrière moderne est, cependant, les salaires de misères et les horaires interminables auxquels elle est soumise et qui contribuent à la dévalorisation de toute une variété d'emplois de services aux niveaux les plus bas, en particulier les emplois atypiques. Comme relevé précédemment, ces emplois non réguliers effectués sur la base de contrats à temps partiel, temporaires, et à durée déterminée se sont multipliés, ce qui a participé à entraîner les salaires vers le bas. Les vagues successives de récession et la pression de la compétition mondiale ont convaincu les entreprises hongkongaises de la nécessité d'opérer des restructurations fonctionnelles et des aménagements sur le lieu de travail afin de réduire les coûts et d'améliorer leurs compétences en accord avec leurs ressources. Ces restructurations se sont largement inspirées – politiques d'austérité obligent – des concepts occidentaux de *de-layering*, sous-traitance, désengagement et réduction des effectifs.

29. De plus, l'entreprise peut recourir à des sociétés de sous-traitance ou à des agences d'intérim pour des besoins ponctuels dans des domaines ne relevant pas de son activité principale. Ces sous-traitants sont eux-mêmes des employeurs qui recrutent temporairement ou régulièrement de la main-d'œuvre. Cette pratique est courante dans l'industrie et concerne tout particulièrement les entreprises de nettoyage, les garages et parcs de stationnement, et les agences de sécurité. Cette forme de précarisation et d'embauche indirecte qui rappelle certaines pratiques de l'Angleterre victorienne est jugée responsable des bas salaires ; les sous-traitants n'ont cessé de compresser les coûts sur le dos des employés afin de rester compétitifs dans la course aux contrats.

30. Les dockers, manutentionnaires et transporteurs de conteneurs dans les docks constituent néanmoins des exceptions. Les camionneurs, ex-travailleurs réguliers employés désormais sur la base de contrats renouvelables, se sont organisés en syndicats solitaires, efficaces et puissants.

La croissance du nombre d'emplois atypiques explique en partie les bas salaires parfois appliqués dans le contexte des restructurations du marché de l'emploi hongkongais. À cet égard, l'organisme de statistiques officielles, le *Census and Statistics Department*, suggère que ces employés atypiques entrent dans la catégorie jusque-là réservée aux employés hongkongais percevant de faibles salaires. Selon une estimation de cet organisme réalisée en 1999, le travail à temps partiel concerne 116 000 employés ou 4,1 % de la masse salariée. Cela constitue une augmentation non négligeable par rapport aux 82 000 temps partiels (représentant 2,8 % de la masse salariée) enregistrés par le Gouvernement au dernier trimestre de 1997. Le constat est que le travail à temps partiel s'est développé comme forme d'emploi atypique et s'est généralisé en un intervalle de temps très court.

La position marginale de ces travailleurs à temps partiel occupant un segment périphérique de l'ensemble du salariat est évidente. Ainsi que le montre l'étude officielle, l'on trouve généralement ces travailleurs à temps partiel parmi les femmes mariées en milieu de vie. Une large proportion d'entre elles est constituée de femmes au foyer comme le laissent entendre environ un cinquième des sondées (20,8 %), qui justifient leur statut à temps partiel par « la nécessité de s'occuper des travaux ménagers ». Le plus gros employeur de ce secteur en marge se trouve être la sphère composite des services de « vente en gros, vente au détail, import-export, restauration et hôtellerie » qui emploie environ 27 % de la totalité de la population à temps partiel. L'on y retrouve les emplois les moins rémunérés : une fraction significative (16,9 %) d'employés gagne moins de 2 000 dollars hongkongais par mois, et 71,5 % déclarent retirer moins de 6 000 dollars hongkongais de leur activité principale. Qu'ils soient qualifiés ou non, ces travailleurs ont pour point commun d'être en marge. Un tiers (33,2 %) occupe des postes considérés comme élémentaires en termes de qualifications. Et un cinquième (19,3 %) appartient à la catégorie « compétences générales » permettant d'exercer des fonctions dans les services ou comme vendeurs dans les magasins⁽³¹⁾.

Ce syndrome de bas salaires et d'emploi atypique sur le marché du travail démontre une fois de plus les conséquences des restructurations à Hong Kong. L'extension de la flexibilité dans les emplois a incité les entreprises qui paient mal, en particulier les industries de services, à précariser ou re-précariser leurs employés pour économiser sur la main-d'œuvre et les dépenses générales. Apparemment, la norme horaire du temps partiel est un autre facteur qui séduit les employeurs car cela leur permet de dissimuler des salaires misérables sous couvert de paie fractionnée et déterminée

sur une base horaire. Comme rapporté par les médias, la baisse tendancielle des salaires est un phénomène particulièrement visible dans les restaurants et fast-food en raison de la saturation persistante de l'offre non qualifiée⁽³²⁾.

En outre, les activités de sous-traitance auxquelles ont eu recours des entreprises pour leurs activités annexes ont, elles aussi, participé à nourrir le syndrome du « bas salaire ». Pérennisant le cercle vicieux, la course aux contrats de sous-traitance entre contractants concurrents les incite à pratiquer une politique de bas salaires pour économiser sur les coûts de main-d'œuvre. Les entreprises de nettoyage et de gardes du corps, qui obligent souvent leurs employés à réaliser des heures de travail supplémentaire excessivement longues, sont familières de telles pratiques⁽³³⁾. Les conditions de travail que réservent les contrats de sous-traitance de ce type de sociétés de services ont été sévèrement fustigées par les organisations d'employés, qui ont exigé une loi de protection de la part du Gouvernement afin de garantir un salaire minimum. Il est fort probable que ces travailleurs de la marge continuent d'être victimes de la situation désavantageuse qui est la leur, et du déclin industriel qui a affecté la classe ouvrière dans la société hongkongaise postindustrielle.

Conclusion

On identifie rétrospectivement trois vagues du mouvement ouvrier à Hong Kong. La première vague émerge d'une période allant de l'euphorie des années 1920 aux années de reconstruction qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale ; la deuxième vague, de la période d'industrialisation de l'après-guerre ; et la troisième, de la période postindustrielle consécutive aux années 1990.

Au stade embryonnaire, mais aussi juste avant et juste après la guerre, la classe ouvrière se distinguait par une composition très homogène : elle était alors presque exclusivement constituée de cols bleus. Les succès de la grève des marins de 1922 et de la grève et du boycott généralisés de 1925-1926 à Hong Kong et Canton (Guangzhou) sont emblématiques de la force qui était la sienne à cette époque. Ces grèves marquèrent le prélude d'une ère de conflits acharnés

31. Census and Statistics Department, Social Data collected via the General Household Survey, Part-time Employment, *Special Topics Report* n° 24, Hong Kong, Printing Department, 1999.

32. Ng, Sek Hong et Poon, Carolyn Y.W., *Business Restructuring in Hong Kong: Strengths and Limits of Post-Industrial Capitalism*, op. cit.

33. The Workplace Study Group, The Chinese Management Centre, *A Report on the Survey of Employment and Working Conditions of Security Personnel in the Property Management Industry*, Hong Kong, The University of Hong Kong, août 2002.

et prolongés entre le Parti nationaliste et le Parti communiste chinois qui allait dicter le cours de l'histoire politico-ouvrière de la Chine contemporaine⁽³⁴⁾. À l'issue de la guerre, après la période comprise entre la fin des années 1940 et le début des années 1950 marquée par des tensions et des marchandages industriels intenses, Hong Kong connut une période relativement paisible et stable qui correspond à son essor économique et à son industrialisation⁽³⁵⁾. Même si Hong Kong ne s'inscrivait pas dans une longue tradition de lutte de classes, le territoire possédait un gigantesque réservoir d'ouvriers. En raison des vicissitudes auxquelles les soumettaient leurs tâches ingrates, leur misère et leurs lamentables conditions de travail telles que décrites par England et Rear, ces ouvriers de l'industrie étaient objectivement membres de la classe ouvrière⁽³⁶⁾. Et pourtant, malgré une conscience collective réfractaire à l'aliénation, la privation, et au capital, leur conscience de classe céda du fait de leur goût mitigé pour le collectivisme, l'agitation et le militantisme. À la place d'un esprit de lutte prévalaient une insuffisance d'opportunités d'emplois, une aversion pour l'agitation sociale et une préférence pour la docilité, tous traits psychologiques souvent attribués au caractère et à la mentalité de « réfugiés » des ouvriers de l'époque.

Lors de sa troisième période de gestation, la classe ouvrière apparaît également docile et incapable de définir une identité de classe forte et une communauté d'intérêts. Il est vrai que l'extrême hétérogénéité de sa composition et la fluidité de la nature de l'emploi ne sont pas des éléments favorables à l'émergence et à la consolidation d'une conscience de classe. C'est encore plus vrai chez les employés travaillant dans les catégories variées des emplois atypiques. Ils ne sont pas dans les meilleures dispositions pour se syndiquer étant donnée la nature temporaire de leur emploi et le manque de lien avec une unité de travail fixe. Même le rôle des syndicats a été limité dans ses tentatives de représenter et fédérer ces travailleurs venant des niveaux les plus bas et ceux-ci n'ont pas montré beaucoup de ferveur militante en tant que masse réfractaire. Le lobby syndical du travail, réputé véhément, a été plutôt négligent avec le Gouvernement de la RAS sur la question d'une loi garantissant un salaire minimum et des horaires de travail réglementés pour protéger ces travailleurs de la marge : les propositions de loi se trouvent dans une « impasse ». Le Gouvernement, adepte de la « liberté » en matière d'emplois et de salaires, fidèle à l'éthique hongkongaise et soucieux de ne pas se mettre à dos le monde des affaires, a écarté la délicate décision politique de légiférer sur la possibilité d'un salaire minimum et d'horaires réglementés pour ce segment de la population, préfé-

rant déléguer le pouvoir de s'autoréguler aux deux corps d'industrie de ce secteur des bas salaires. Il a lancé une opération librement consentie, un « mouvement de protection des salaires », en direction des patrons des deux branches célèbres pour l'attribution de salaires de misère : les entreprises de nettoyage et de sécurité. L'administration est tout aussi frileuse quant à l'amélioration de l'ordonnance sur l'emploi (*Employment Ordinance*) pour accorder un statut minimum aux travailleurs à temps partiel et à ceux qui occupent des emplois atypiques, bien que leurs homologues salariés à plein temps bénéficient de ce droit.

La classe ouvrière, incapable de s'organiser et de se mobiliser autour d'un mouvement collectif afin de revendiquer de meilleures conditions, a remis son sort entre les mains du Gouvernement dans l'espoir qu'il les aide à sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent. Ses espoirs risquent pourtant d'être déçus puisque le Gouvernement de la RAS, surtout préoccupé d'assurer la prospérité et la stabilité à Hong Kong, ne cesse d'osciller entre les intérêts du marché et ceux des membres de la classe ouvrière. •

• Traduit par Catherine Charmant

34. Chesneaux, Jean, *The Chinese Labor Movement 1919-1927*, Stanford, Stanford University Press, 1968, p. 312-318, 332-334; et aussi Wales, Nyum, *The Chinese Labor Movement*, Freeport, Books for Libraries Press, 1945.
35. Cette industrialisation d'après-guerre fut la première expérience de restructuration économique pour Hong Kong. Elle fut rendue possible par l'entrée massive de capital de réfugiés chinois ainsi que le know-how industriel et la main-d'œuvre *ad hoc*, de même qu'une affluence d'ouvriers bon marché semi et non qualifiés importés à Hong Kong par ceux qui cherchaient un asile après la libération en 1949. La conversion rapide du territoire en une économie industrielle était en partie due à la « décommercialisation » de Hong Kong, île de tradition marchande qui avait vu son commerce décliner à cause des troubles politiques consécutifs à la guerre civile. Ce phénomène de « décommercialisation » prit de l'ampleur dans les années 1950 avec l'embargo imposé par les Nations unies sur la Chine suite à la guerre de Corée. Les sanctions économiques nuisirent considérablement à la circulation de produits entre le Continent et le reste du monde qui transitaient massivement par le port de Hong Kong. Voir Cheung et al., « Business Restructuring in Hong Kong », in David G. Lethbridge et Ng Sek Hong (éd.), *The Business Environment in Hong Kong*, 4ème édition, Hong Kong, Oxford University Press, 2000, p. 154-184.
36. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, les ouvriers de Hong Kong travaillaient pour une misère et effectuaient des heures de travail à rallonge. Ils avaient les horaires journaliers et hebdomadaires les plus forts de toute l'Asie du Sud-Est. Une enquête auprès des résidents d'une cité HLM, effectuée par le département de sociologie de l'université de Hong Kong, a révélé que la majorité des chefs de famille travaillait les samedis et dimanches. « Seuls 12 % travaillaient huit heures par jour ou moins, et 42 % travaillaient 11 heures par jour ou plus. » Voir Hopkins, Keith, « Housing the Poor », in Keith Hopkins (éd.), *Hong Kong: The Industrial Colony*, Hong Kong, Oxford University Press, 1971. Leur revenu mensuel moyen s'élevait à la maigre somme de 332 dollars hongkongais. Chaney, dans son étude menée en 1969 sur les employés de magasin, découvrit que la moitié d'entre eux travaillaient 12 heures ou plus par jour et plus de 80 % travaillaient sept jours par semaine. « Cela révéla que la majorité des vendeurs passait pratiquement tout leur temps éveillé au travail. » Voir Chaney, D. C., « Levels of Emotional Strain in South-East Asian Cities », manuscrit non publié, Chinese University of Hong Kong, 1971. England et Rear nommaient les vicissitudes de telles conditions de travail la « main-d'œuvre de la sueur » ou main-d'œuvre exploitée, voir England, Joe and Rear, John, *Chinese Labour under British Rule*, Hong Kong, Oxford University Press, 1975.